

Le Travailleur Lot-&-Garonne



**Le 1er Mai
gardons l'allure du 9 avril
contre les inégalités**

Hebdomadaire de la fédération du Parti communiste français - 96^e année - 1,20

Sommaire

en bref p 2 et 3

Loto - Gens du voyage -
Honoraires médicaux - Parti
communiste - Costes récidiviste

à mon avis p 3

actu p 4 à 6

Carte scolaire - Laïcité - 9 avril

locale p 7

Casteljaloux - Agen - Marmande -
Villeneuve-sur-Lot

culture p 8

Musique - Cirque -

Loi renseignement
Attention danger



26 avril, 8 mai, 27 mai...

Le peuple et sa mémoire



Mobilisation du 1^{er} Mai
Progrès social



Villeneuve-sur-Lot
Mai de la photo

Poisson d'avril

Pas du tout! Mercredi 1^{er} avril une jeune femme, nous dirons Karima, sortant du travail a rencontré au jardin du Pin, une famille « à la rue »: les parents et leurs trois enfants. Ils sont de nationalité albanaise. C'est la fin de la trêve hivernale et le 115 n'apporte plus de réponse aux personnes sans logement. Des passants se sont arrêtés; appelés téléphoniquement, les professeurs des adolescents se sont rendus sur place. Face à l'urgence les parents de Karima ont logé la mère et la petite fille, un hôtelier agenais a hébergé gracieusement le père et les deux adolescents. Un couple présent avait proposé deux chambres pour la nuit.

Le PS remercie

Le 18 avril, au Passage d'Agen, la fédération socialiste invitait l'ensemble des militants qui se sont mobilisés pour conserver le conseil départemental à gauche, en présence du président P. Camani, de celui du groupe des élus de la majorité, J. Bilirit, et de M. Felk...

Les militants de l'ensemble des formations politiques de gauche, dont ceux du Parti communiste, ont été remerciés.

Ce moment fut conclu par un pot convivial. ■

Jeudi 2 avril, le MRAP et RESF ont organisé un rassemblement de soutien jardin du Pin pour la recherche de réponses adaptées. Qui a dit que la solidarité n'existe plus?

Merci Karima!

Vous pouvez apporter votre soutien à cette famille, chèque à l'ordre du MRAP, comité local: adresse Le Travailleur. ■

André Mazière

Maintien des aides en bio

Partout en France, le 17 mars, des agriculteurs bio se sont rendus en préfecture pour remettre aux représentants un document revendicatif national pour maintenir les aides en agriculture bio. En Lot-et-Garonne, une délégation d'Agrobio 47 a été reçue par le préfet.

L'association estime que ses revendications ont été entendues car le ministre a débloqué 14 millions d'euros pour compenser intégralement la baisse des aides au maintien. Ce dispositif, mobilisant du crédit d'impôt et une aide directe, ne nécessitera pas de formalités supplémentaires. ■

Loi sur le renseignement

Il est effarant de voir la gauche gouvernementale mettre en danger les mouvements sociaux et politiques qu'elle est censée protéger. La loi va mettre de nombreux militants progressistes dans le viseur. Au prétexte de la « *prévention des violences collectives* », les services secrets pourront surveiller tous ceux qui voudraient « *porter atteinte aux intérêts économiques ou industriels essentiels de la France* ». Ainsi, à titre d'exemple, un militant s'intéressant de trop près la centrale nucléaire de Flamanville est susceptible d'être espionné... Le projet de loi légalise des pratiques illégales et intrusives des services secrets. Ce qui ne signifie pas que ces pra-

tiques deviennent acceptables. Ce texte va accentuer un déséquilibre déjà liberticide: l'usage des moyens de surveillance est entre les mains de l'exécutif, sans contre-pouvoir et sans contrôle indépendant. La commission nationale de contrôle des techniques de renseignements, au rôle strictement consultatif, n'est en aucun cas garante de nos libertés. Elle n'a pas le pouvoir d'interdire quoi que ce soit et le Premier ministre pourra toujours passer outre son avis. Toutes les procédures judiciaires fondamentales vont céder le pas devant le secret défense. En faisant le choix de la procédure accélérée, le gouvernement confisque la discussion démocratique, au profit d'un simulacre de débat. Pire encore, il entretient la confusion sur l'objet de ce texte, présenté à tort comme une loi antiterroriste, dans la foulée des attentats de janvier. Ce texte entend légaliser l'espionnage de masse et, en tant que tel, il doit faire l'objet d'un débat sur les dérives de la société de surveillance. ■

Élections régionales

Le premier tour des élections régionales aura lieu dimanche 6 décembre 2015; le second, le dimanche suivant, 13 décembre. Les élections auront lieu simultanément en métropole dans les treize nouvelles grandes régions qui remplacent les vingt-deux précédentes. Il s'agira là du dernier grand scrutin sur l'ensemble du territoire avant l'élection présidentielle en mai 2017. ■

Enseignement spécialisé (nouveau?)

Très attentive à l'évolution de mon ancien métier d'enseignante spécialisée, je ne manque pas de me tenir informée de ses évolutions. Parents et enseignants déplorent à chaque carte scolaire l'absence de nouveaux postes d'enseignants spécialisés qui avaient été décimés du temps du « sarkosisme ». Or, j'apprends qu'une nouvelle réforme des cycles va être mise en place (un recul aurait été obtenu jusqu'à la rentrée 2016).

Le troisième cycle serait composé des classes de CM1, CM2 et sixième! Le second, des classes de cours préparatoire, CE1 et CE2 et le premier de la grande section maternelle, de la

moyenne et de la petite section. Tiens, les tout petits ont disparu! Or, en 2012, elle avait été rétablie et préconisée en priorité dans les écoles situées dans un environnement social moins favorisé: zones urbaines, zones rurales et zones de montagne. Il s'agit d'économies faites sur le dos des jeunes enfants! Mais ce qui me laisse abasourdie, c'est que les élèves en très grandes difficultés en CM2 ne sont plus orientés en SEGPA (section d'enseignement général et professionnels adaptés), ils seraient en « inclusion » dans les classes de sixième déjà surchargées où ils recevraient des aides ponctuelles et adaptées, apportées par un

enseignant spécialisé. Les SEGPA (anciennement SES: section d'éducation spécialisée) ont été conquises par les luttes après 1968 pour apporter un enseignement général et une initiation professionnelle aux élèves en très grande difficulté scolaire. Ils sont seize au maximum par section et les maîtres spécialisés ont fort à faire pour aider ces élèves présentant des parcours scolaires difficiles, ancrés dans l'échec avec des niveaux hétérogènes et dysharmoniques, je le sais par expérience.

Ils renouent avec l'envie d'apprendre, se retrouvent dans une dynamique de réussite scolaire en construisant une estime de soi. ■

Marie-René Gérard

(suite la semaine prochaine)

Poursuivre le rassemblement dans l'action, pour la réduction des inégalités

Le conseil départemental du PCF s'est à nouveau réuni, le 20 avril en vue de poursuivre l'analyse des élections départementales.

Dans un contexte politique, économique et social aggravé, en Lot-et-Garonne, les résultats ont fait démentir les diagnostics qui prévoyaient un basculement à droite. Bien au contraire, avec 60 % de participation, c'est le seul département de France, gagné en 2008, qui a été conservé et renforcé à gauche avec une active contribution du PCF. Ce dernier a obtenu dans cette dynamique des résultats intéressants au premier tour, de 4,5 à 11,5 %.

Ses organisations locales poursuivent leur réflexion lors d'assemblées générales afin de redoubler d'activité et faire de cette nouvelle situation, un point d'appui pour rassembler et agir ensemble, faire reculer les inégalités (elles sont nombreuses) à partir des préoccupations de la population.

Dans cet esprit, les communistes sont appelés :

- à assurer le succès du **1^{er} mai à Agen**, impulsé par l'ensemble des organisations syndicales, avec en appui la vente du muguet du PCF ;

- à participer activement à la **journée du 27 mai**, date anniversaire du conseil national de la Résistance avec des initiatives complémentaires à celles de l'ANACR47. Des initiatives du PCF seront prises localement, pour rendre hommage aux résistants et à ce qu'ils ont construit pour la France et son peuple.

Dans cet élan, la **fête à Feugarolles 2015** va prendre un nouvel essor sous une nouvelle forme. Le dimanche 14 juin, le PCF invite tous les progressistes, toutes celles et ceux qui ont contribué à faire échec à la droite et à l'extrême droite, tous les élus de gauche et innove pour réussir un grand rassemblement populaire.

Invitation est donnée pour un **pique-nique géant populaire, festif, grillades et barbecue** pour rechercher ensemble une issue politique à la gravité de la situation... ■

à mon
avis

Le 1^{er} Mai contre les inégalités

Une fois encore, le Gouvernement montre, comme un seul homme droit dans ses bottes, qu'il fait fi des enseignements des dernières échéances électorales. Après l'ANI, le pacte de compétitivité, CICE et loi Macron, il poursuit la déconstruction de ce que les luttes sociales ont mis tant de temps à bâtir. Sous le nom de dialogue social, celui-ci met en forme toutes les mesures annoncées pour casser le code du travail et surtout les libertés syndicales, seuls moyens possibles encore pour restreindre le principe de subordination entre un patron et un salarié. « Corvéable à merci », comme dans beaucoup de pays sous-développés, voilà l'objectif patronal pour exploiter et licencier comme bon lui semble. Et l'on peut faire confiance au MEDEF pour trouver de nouvelles revendications à satisfaire, avec un Premier ministre prompt à répondre favorablement à la demande. Le 1^{er} Mai qui arrive avec ses cortèges d'expressions diverses devrait contribuer à donner du tonus à tous ceux qui, bien que chassé des médias depuis longtemps, luttent pour faire stopper la politique d'austérité et pour une alternative progressiste à gauche. Quasiment, tous les syndicats s'opposent à ce projet de modification des textes sur les instances représentatives, notamment. Oui, le 1^{er} Mai peut-être un prolongement de cette expression qui s'est renforcée le 9 avril dernier. Les salariés, les citoyens progressistes, toutes les forces de gauche ont tout à gagner à ce que grandisse ce mouvement. Pour leur part, les communistes s'y emploient. Avec le brun de muguet, ils seront présents dans la manifestation d'Agen du 1^{er} Mai, contre les inégalités... ■



Le Travailleur du Lot-et-Garonne

fondé par Renaud Jean, premier député communiste de France

directrice de la publication: Jacqueline Debord - rédacteur en chef:

Nicolas Lucmarie - rédaction: Michel Ceruti, Lysiane

Chantre Edmond Coêdelo, Roger Dejean, Jean-Claude

François, Marie-Renée Gérard, Daniel Heinrich, Monique

Mirande, Guy Rauzières, Claude Vaccari

édité et imprimé par SARL Le Travailleur du Sud-Ouest

18, rue Jules Ferry 47 006 Agen

Tél. **05 53 66 82 59** - Fax 05 53 47 61 01

letravailleur@orange.fr

CCP 1309 19X Bordeaux 2^e trimestre 2015 - ISSN 1627-2471 - CPPAP N° 0615 C 86962

Nicole Debord

Aquitaine - Lot-et-Garonne Précarité énergétique

La « vulnérabilité énergétique », cette forme de précarité toucherait pas moins de 300 000 ménages Aquitains, qui consacraient soit plus de 8 % de leur budget pour le chauffage ou l'eau chaude sanitaire, soit plus de 4,5 % pour le carburant.

C'est la quatrième région métropolitaine la moins touchée par cette vulnérabilité, mais avec tout de même de fortes disparités entre les territoires. Dans une analyse publiée en avril et se servant de données collectées en 2008, l'INSEE Aquitaine révèle, notamment, une distance domicile/travail supérieure à la moyenne française.

Situation régionale

Un cinquième des ménages aquitains sont dits vulnérables, énergétiquement :

ils consacrent soit plus de 8 % de leur budget pour le chauffage ou l'eau chaude sanitaire, soit plus de 4,5 % en dépenses contraintes de carburant.

Certains d'entre eux, 37 000,

sont vulnérables au regard de ces deux critères. La vulnérabilité liée aux déplacements touche 175 000 ménages, celle liée au logement, 158 000. Les moins de trente ans et les seniors de soixante-quinze ans ou plus sont particulièrement concernés. La vulnérabilité énergétique se répartit inégalement sur le territoire régional : les départements de la Dordogne, de Lot-et-Garonne

et des Landes sont davantage impactés. Isolement, sous-occupation du logement, ancienneté du bâti, taille du logement, coûts de certains combustibles constituent des facteurs aggravants pour les ménages.

En 47 : d'importantes dépenses de chauffage

En Lot-et-Garonne, un ménage dépense 1 200 euros par an, en moyenne, pour se chauffer, dépense supérieure à la moyenne aquitaine (1 000 euros par an). Le département est l'un des plus touchés par la vulnérabilité énergétique liée au logement : 16,5 % des foyers. Les caractéristiques du bâti en milieu rural pénalisent des ménages déjà fragiles financièrement. Une surreprésentation de logements anciens et énergivores s'accompagne d'un

usage plus fréquent du fioul et du gaz en bouteille ou citerne. En Lot-et-Garonne, 36 % des logements ont été construits avant 1949, contre 30 % en Aquitaine. Le recours au fioul pour se chauffer y est aussi beaucoup plus fréquent : 23 % en Lot-et-Garonne contre 11 % en Aquitaine. En outre, en Lot-et-Garonne, la proportion de personnes vivant seules dans des logements de plus de 100 m² est importante (21 % contre 17 % en Aquitaine).

Dans le département, la vulnérabilité énergétique liée au logement touche toutes les tranches d'âge et presque toutes les catégories socio-professionnelles (hors cadres et professions intermédiaires). En effet, les revenus disponibles sont inférieurs à ceux de la région, quelle que soit la tranche d'âge concernée et la proportion de ménages vivant en dessous du seuil de pauvreté est beaucoup plus élevée (17 % pour les deux - contre 13 % pour la région). Ces départements comptent aussi la plus forte proportion de ménages âgés. ■



Football la vitrine du Qatar?

PSG-Barcelone ou Barcelone PSG. Depuis le tirage au sort des quarts de finale de la Ligue des champions, ce match est au centre de l'actualité. L'ensemble des rédactions des journaux sportifs, ou généralistes, sont mobilisées pour couvrir cet événement que l'on qualifie de tous les superlatifs possibles.

Dans une Europe étouffée par les politiques d'austérité, dans un monde où le libéralisme ne cesse de creuser les inégalités, dans un Moyen-Orient où le capitalisme impérialiste détruit les populations, le sommet footballistique de ce soir fait l'unanimité. Tout le monde sera devant sa télé. Enfin, ceux

qui ont accès à la télé... Demandez aux enfants de Gaza ou aux ouvriers népalais travaillant au Qatar ! La réponse sera sans doute négative.

Certes, amateur inconditionnel de sport, je suis comme tous les amoureux de football très excité par ce genre de match.

Pourtant ce soir, comme dans quinze jours, je ne serai pas devant ma télé. En effet, derrière ce match, se cache une réalité beaucoup moins glorieuse. Derrière ce match, derrière ces équipes se trouvent la main mise d'un pays : le Qatar.

Principal investisseur des deux

clubs, la monarchie du Golfe fait, depuis quelque temps, la pluie et le beau temps au sein de la communauté football. Dans une période trouble, où les notions de liberté d'expression comme de démocratie ne cessent d'être remises en cause (partout sur la planète), l'omniprésence Qatari au sein du monde sportif doit être dénoncée avec vigueur. Se servir du sport comme vitrine ne permet pas de cacher les pratiques en cours sur le territoire de cette monarchie.

Droits de l'homme bafoués, esclavagisme, morts : les chantiers qataris et, notamment, ceux liés la coupe du

Un 1^{er} Mai pour le progrès social

À la suite de la journée d'action interprofessionnelle du 9 avril « contre l'austérité » en France qu'elle avait qualifiée de « succès », la CGT avait annoncé qu'elle souhaitait « faire du 1^{er} mai 2015 « une journée de mobilisation pour réagir aux politiques désastreuses qui menacent de transformer la crise financière en une stagnation de long terme et un chômage structurel élevé ».

Dans cet esprit, réunis le 15 avril dernier, les syndicats CGT, FSU, Solidaires et UNSA ont rédigé un appel unitaire. Dans beaucoup de pays européens, affirme la déclaration, « les populations subissent des politiques d'austérité et de réformes, réduisant les droits des travailleurs et leur protection sociale. Il faut stopper ces politiques et investir pour des emplois de qualité et une croissance tenant compte des impératifs de développement durable ». L'appel s'inscrit dans le cadre d'une initiative de la Confédération européenne des syndicats (CES) pour une « journée de mobilisation unitaire et convergente ». Les quatre signataires mettent en avant des revendications communes :

« promouvoir la protection sociale; combattre et réduire le chômage; permettre la création d'emplois; développer les investissements pour relancer l'activité économique; promouvoir les services publics; améliorer les salaires, les retraites, les pensions et les minima sociaux et promouvoir l'égalité femmes hommes ».

Particularité cette année, elles réaffirment, dans la suite du 11 janvier, « que la démocratie, la République, la paix, les libertés de pensée et d'expression sont des biens communs qu'elles sont décidées à défendre face à tous les totalitarismes, aux discours haineux, aux tentatives de division et de stigmatisation ».

En Lot-et-Garonne
Les organisations syndicales

FO, CGT, FSU et Solidaires appellent l'ensemble des salariés, du public comme du privé, à manifester le 1^{er} Mai pour l'arrêt de cette politique d'austérité, pour des mesures immédiates en faveur des salariés et de la justice sociale. Dans un texte commun, ces organisations locales soulignent les méfaits des politiques menées



donnent rendez-vous à 9h30 place de la préfecture manifestation à 10h00

et la gravité de la situation départementale: « dans le département, le Fumelois est touché de plein fouet avec les suppressions d'emploi à Tarkett et Metaltemple auxquelles s'ajoutent des suppressions de classes et d'école. Depuis le pacte de responsabilité, toutes les mesures prises ne font qu'aggraver la situation de l'ensemble des salariés ». Elles plaident « pour des mesures sociales en faveur des salariés, des retraités, des jeunes, des privés d'emplois en les finançant par les milliards accumulés dans les paradis fiscaux ». ■



monde 2022 sont un véritable enfer. Jouissant de la complicité des entreprises françaises, telle Vinci, le Qatar utilise une main-d'œuvre immigrée venue d'Asie pour réaliser le

« miracle » qatari. Mais à quel prix? En août dernier, quarante-quatre ouvriers népalais ont trouvé la mort sur les chantiers de la coupe du monde, en raison d'une trop grosse chaleur. Au-delà des conditions de travail, la monarchie utilise tous les moyens possibles pour disposer d'une main-d'œuvre corvéable à merci. Rétention de passeport, retard ou absence de versement des salaires, droits de l'homme bafoués et travail forcé, accès à l'eau potable refusé. L'émir Tamim ben



Hamad AlThani et ses sbires sont de véritables esclavagistes des temps modernes. Rappelons simplement que le Qatar n'a toujours pas ratifié les conventions internationales relatives aux Droits de l'homme et des travailleurs. Alors oui, le sport est un spectacle magnifique. Mais jamais, nous ne devons accepter de fermer les yeux sur des questions aussi graves que le respect des Droits de l'homme ou la liberté pour ne pas craindre de voir le soutien financier qatari s'évaporer. Car, au travers de son sponsoring, le Qatar tente de s'offrir une vitrine digne, afin de promouvoir son pays. En

regardant ce match, en souscrivant des abonnements à des chaînes comme Bein, nous sommes complices de cette promotion. Pourtant, dès que l'on gratte, on ne met pas longtemps à déchirer le vernis. Très vite, si vous vous en donnez la peine, vous découvrirez une réalité bien moi glorieuse que celle d'un match de foot. Alors oui au foot, oui au sport mais non au Qatar! Dénonçons les dérives d'un capitalisme financier où les enjeux de société et les questions de Droits de l'homme sont écrasés au nom d'intérêts financiers. ■

Thomas Portes



Quelle logique à la fermeture d'école!

Une fois encore, la logique d'économie comptable va pousser à la fermeture de classes et d'école.

Heureusement, ce n'est pas l'avis des parents ni de tous ceux qui sont venus soutenir les actions menées par les enseignants de l'école Ferdinand Buisson de Villeneuve s/Lot qui s'opposent à la fermeture de classe. Ils étaient nombreux, notamment les militants de l'union locale CGT, le 17 avril dernier, au goûter offert par les enseignants

Alors que cette école de quartier entre en réseau d'éducation prioritaire et en politique de la ville, on veut fermer une classe. « Où est la logique? » se demande-t-on. C'est justement dans les quartiers sensibles que les enfants en difficulté doivent être moins nombreux par classe pour un enseignement et un apprentissage efficace. À l'école Buisson, « on comp-

tera les élèves à la rentrée pendant que les enfants du voyage seront aux vendanges en Champagne et que certains ne seront pas rentrés... et on pourra donc fermer la classe!!! ». Tous les ans, les prévisions de rentrée donnent des effectifs à soixante-douze élèves, mais on atteint des effectifs de quatre-vingt-sept, comme aujourd'hui pour quatre classes). À trois classes,

c'est à vingt-neuf élèves par classe qu'il faudra apprendre à lire, en zone sensible. Et, en conséquence, on fermera l'école pour remplir l'école usine d'à côté qui grossira elle-même ses classes. C'est irresponsable.

Avec les enseignants, tous les présents ont affirmé qu'ils ne laisseront pas fermer, une fois de plus, une classe à Villeneuve! À suivre... ■

À noter sur les agendas

le 1^{er} Mai avec le muguet de la fédération de Lot-et-Garonne

le vendredi 22 mai
20h00 salle Aquitaine, place des arcades
« la laïcité face au défi d'aujourd'hui »
avec Jean-Paul Scot, historien

le mercredi 27 mai
journée nationale de la Résistance

les 13 et 14 juin la fête de Feugarolles



À propos de La signification du 1^{er} Mai

Le 1^{er} Mai doit beaucoup à la classe ouvrière américaine et ses martyrs, en lutte contre l'exploitation capitaliste, dès le milieu du XIX^e siècle.

Trop de travailleurs ignorent les origines et la véritable signification du 1^{er} Mai. Il est vrai que les médias n'en parlent pas trop.

Dans les années 1860, de puissantes grèves et manifestations ont lieu aux États-Unis. Et, en 1886, le congrès ouvrier de Baltimore proclame que « le premier et grand besoin, pour délivrer le pays de l'exploitation capitaliste, est la promulgation d'une loi d'après laquelle la journée de travail doit se composer de huit heures ».

En 1884, le congrès ouvrier de Chicago prend la décision suivante: « à partir du 1^{er} mai 1886, nous travaillerons plus que

huit heures ». Face au refus du patronat, une grève générale se développe à partir du 1^{er} mai 1886. La police et l'armée tirent sur les manifestants, tuant et blessant des dizaines d'ouvriers. Un grand quotidien américain n'hésite pas à écrire « si les grévistes ont faim, la meilleure nourriture c'est le plomb ». Mais c'est le congrès ouvrier international de Paris qui, en 1889, (centenaire de la Révolution française), prit la décision d'une journée annuelle de lutte, le 1^{er} Mai, en l'honneur des morts de 1886. La première des revendications était la suivante: « huit heures de travail, huit heures de sommeil, huit heures de loisirs ».

Depuis lors, le 1^{er} Mai est devenu la date la plus universelle de toutes. Les tentatives d'en dénaturer les origines et la signification ont échoué. Pétain tenta de le récupérer, tout en supprimant le droit de grève et de manifestation, à l'instar de Hitler, Mussolini et Franco. Mais il faut croire que les travailleurs sont imprégnés du parfum revigorant des luttes qui ont conquis les congés payés, la Sécu, la retraite, la réduction du temps de travail. ■

Edmond Coëdelo

Nérac

Une mémoire vivante

Samedi 25 avril, à 16h30, tous les habitants de notre commune sont invités à se rassembler devant le monument aux morts de la Garenne. Nous nous rappellerons les horreurs commises par les soldats hitlériens dans les camps de concentration d'Allemagne et dans les camps d'extermination comme Auschwitz en Pologne et dans les pays baltes. Nous rendrons hommage à tous les déportés de Nérac en citant leurs noms. Nous rappellerons aussi que Pétain et ses ministres, dont Darlan, ont aidé les Allemands à arrêter les résistants et à les déporter: 1800 rien que pour notre département. Juste avant de quitter le camp, nous avons fait le serment de témoigner, d'œuvrer contre le fascisme pour ne jamais revoir un tel enfer.

Adhérez à la fondation pour la mémoire de la déportation et à l'association des Amis de la Résistance! ■

Jacques **Chantre**

Casteljaloux*

26 avril, 8 mai, 27 mai... Le peuple et sa mémoire

« Un peuple qui perd sa mémoire est un peuple qui n'a pas d'avenir... ». Dimanche 26 avril, à Casteljaloux devant le monument aux morts, comme dans les 36600 communes de France nous allons commémorer la déportation qu'ont connue plusieurs centaines de milliers de Françaises et de Français pour, neuf fois sur dix, ne pas en revenir. Puis, le 8 mai 1945, nous commémorerons la capitulation et la reddition du troisième Reich nazi. Après plus de cinq années d'une effroyable guerre qui fit plus de... cinquante millions de morts, et tant de destructions. « *Le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage* » écrivait

Marmandais

États généraux de l'économie

Les communautés de communes de Duras, Lauzun, Casteljaloux et de Val de Garonne Agglomération, réunis en Pays Val de Garonne

Marmande

Argent public et licenciements

Depuis le mois de janvier 2015, les syndicats Gascogne Bois ont été réunis afin de négocier un accord de plan de suppression d'emploi. Pour les délégués syndicaux CGT, les discussions n'ont tourné qu'autour des propositions du syndicat CFDT. Selon eux, il n'y a pas eu de véritables négociations car « *toutes les propositions du syndicat CGT ont été survolées, voire pas entendues* ». Ils dénoncent les manquements du plan de sauvegarde de l'emploi qui prévoit soixante-dix-sept suppressions de postes, en termes de mobilité interne, création d'entreprise, congé de reclassement. Pourtant, le syndicat rappelle que « *le groupe Gascogne a bénéficié de 14 millions d'euros de la BPI aquitaine* ». Ainsi, l'argent public est utilisé pour financer des licenciements avec des « *mesurettes qui ne permettront pas aux salariés de retrouver un emploi digne de ce nom, vu la conjoncture actuelle* » selon les délégués syndicaux CGT de l'entreprise. ■

Jean Jaurès. La puissance acquise par les grands capitalistes les pousse à vouloir dominer et avaler le concurrent, y compris par la guerre. Et le **27 mai**, ce sera la **journée nationale de la Résistance**. À l'occasion de laquelle, l'histoire, la vraie, sera remise à l'honneur. À l'honneur de tous ceux et celles qui ont mis en jeu leur vie pour que le peuple retrouve la liberté: les résistants. Histoire que certains voudraient bien faire oublier au peuple, souvent insidieusement. ■

Jean-Claude **François**

Guyenne Gascogne avec les chambres consulaires, CCI, chambre des métiers, organisaient de février à avril, les états généraux de l'économie. L'objectif est de mettre en lien les entreprises du territoire, les PME, les TPE et les élus. En substance, mieux se connaître, mieux coopérer, être plus attractif sur le territoire. Raymond Girardi introduisait la réunion. Un représentant de l'agence 2 ADI a présenté les enjeux de la région, après le compte rendu des quatre ateliers. Le maire de Marmande a conclu avec la proposition de réaliser une maison de l'économie pour caractériser un lieu et agir de façon interactive. Il faudra impulser ce projet.

Il est regrettable que le monde syndical, salariés, salariés agricoles et enseignants n'ait pas été associé. ■

Michel **Ceruti**

Coteaux* et Landes de Gascogne

Pas de hausse des impôts

Le président de la communauté des communes des Coteaux et Landes de Gascogne, lors du débat sur les orientations budgétaires, a annoncé l'embauche d'un nouvel employé, niveau cadre: Olivier Martinez. Sa mission consistera à « *diverses mises en place et relations pour les réalisations des plans locaux d'urbanisme intercommunaux* ». D'autre part, il a proposé de ne pas augmenter la pression fiscale, sauf la répercussion de l'inflation, soit 0,5 %. ■

Jean-Claude **François**

Lafex*


Hommage à Bruno Cisilin

Nous avons appris le décès de Bruno Cisilin à l'âge de 91 ans. Bruno était membre du Parti communiste. Il était membre de la 35^e brigade de la MOI. La fédération du PCF et le journal s'associent pour lui rendre hommage et présenter leurs condoléances à sa famille et à ses proches. ■

2015
DU 1^{er} AU 31 MAI

Mai photo
de la VILLENEUVE-SUR-LOT

Lucien Clergue
Denis Rouvre



festival
Aiguillon
SONG

24
25
26
avril
2015

Au confluent
des
musiques...

Pop, Rock, Techno, Swing, Jazz,
Blues, Classique, Reggae, World...

4 Soirées
32 Concerts




2€
l'Aiguillon

VILLENEUVE-SUR-LOT
AIGUILLON
www.aiguillonsong-e-monsite.com



AGEN
PRAIRIE DU PONT CANAL

PAMPALIGOSSA
LE PAYS DE TOUS LES POSSIBLES

sa
me
di
30
MAI
14H-23H

Journée festive
pour tous

Ateliers créatifs
contes, musique
jeux en bois...



PAF LIBRE
Buvette et restauration sur place.
Renseignements 07 81 15 72 77
programme complet sur Sortir47.fr



LE COMITÉ DES FÊTES
DE NÉRAC PRÉSENTE

NÉRAC
EN FÊTES

DU 30 AVRIL AU 04 MAI 2015

DANS LA RUE ET À L'ESPACE D'ALBRET
CONCERTS GRATUITS
BODEGAS ET RESTAURATION

GRAND TREMPIN DE NÉRAC BILLY HORNETT SOUL PAPAZ
MUYAYO RIF DIRTY SOUTH CREW HOUBA
OLD SCHOOL FUNKY FAMILY LA JIMBALAYA LES ASTIAOUS
LES ROGER'S FANFLURES LA BANDALIDA
BANDA MADRIDEJOS UNION MUSICALE NÉRACAISE

Solerez l'acte de Comité des Fêtes sur
facebook

ESPACE D'ALBRET
QUAI DE LA BAÏSE
47600 NÉRAC




© TOUS DROITS RÉSERVÉS

IPNS - NE PAS JETER SUR LA VOIE PUBLIQUE